COnjoncture EUropéenne et Régionale





I& S	I	n	d	u	S	t	r	i	e	S
	&		S	e	r	V	i	c	e	s

Numéro 019

Achevé de rédiger le 21 septembre 2009

MONDE: Reprise sélective

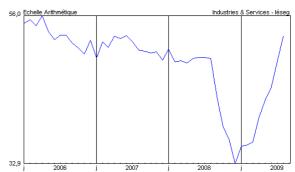
Un rebond modeste de l'activité dans certains pays développés dès le deuxième trimestre 2009 a validé les indications données depuis plusieurs mois par les enquêtes auprès des chefs d'entreprise. L'arrêt des enchaînements dépressifs constituait un premier enjeu décisif. Ce résultat a été obtenu pour l'essentiel grâce à la reprise de la demande asiatique et au redressement des achats d'automobiles. Le relais sera assuré au second semestre par la reprise technique liée à la fin du déstockage. Cela ne suffira pas toutefois à garantir une reprise durable, car les deux dernières forces précitées ne sont pas pérennes. C'est la raison pour laquelle les politiques monétaires resteront encore longtemps accommodantes, d'autant que l'inflation sous-jacente continue de ralentir. Les limites de la politique budgétaire sont près d'être atteintes, car l'effet de ciseaux entre l'effondrement des recettes et la relance des dépenses creuse un déficit vertigineux et, gonfle par conséquent la dette publique. Le cheminement de la reprise sera nécessairement long car, à des degrés divers selon les pays, les ménages et les entreprises seront tôt ou tard conduits à réduire leur endettement, dont le poids excessif a démultiplié les effets de la crise de fin 2008-début 2009.

Aux États-Unis, la vive contraction de l'activité a laissé la place à une stabilisation au deuxième trimestre grâce au redressement des comptes extérieurs et à la stabilisation de la consommation, l'allégement de la pression fiscale contrebalançant la montée du taux d'épargne des ménages. Selon une deuxième estimation, le PIB américain a reculé de -1% l'an au printemps de 2009 en regard d'une chute au rythme de -6% les deux trimestres précédents. Le résultat du troisième trimestre se présente sous de meilleurs auspices, puisque les enquêtes auprès des entreprises laissent envisager un retour de la croissance. L'indice ISM des directeurs d'achat du secteur manufacturier s'est vigoureusement redressé en août, ressortant à 52,9. Ce premier dépassement de la barre des 50 depuis janvier 2008 augure d'une reprise

industrielle. Dans les services, l'indice a rebondi à proximité de 50.

L'enjeu le plus épineux des prochaines années sera le déséquilibre budgétaire, sachant que le déficit public, proche de 10% du PIB au premier trimestre de 2009, sera probablement de l'ordre de 12% au printemps. La perspective d'un passage sous la barre des 10% ne paraît guère accessible avant 2012, ce qui entraînerait un alourdissement de la dette publique vers 95% du PIB en 2013. Tous les responsables sont conscients du défi, mais aucune véritable action correctrice ne sera menée avant la certitude d'une reprise durable.

États-Unis - Indice des directeurs d'achats dans l'industrie manufacturière



Source: Institute of Supply Management

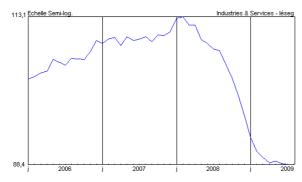
Au **Japon**, le PIB a augmenté de +0,9% au deuxième trimestre, au regard des baisses successives de -3,5% et -3,1% précédemment, grâce surtout l'amélioration du solde des comptes extérieurs. Les exportations de biens et services se sont accrues de +6,3% à l'issue d'une baisse de -36%, tandis que les importations continuaient de se replier. En outre, le recul des investissements des entreprises s'est poursuivi mais selon un rythme moins marqué : -4,3% au deuxième trimestre après -8,5% en début d'année. Les divers plans de relance ont également contribué à la progression du PIB, via la montée en puissance des investissements publics (+8,1% au printemps) et le rebond de la consommation des ménages.

EUROPE : A l'étiage

La baisse de -0,1% du PIB au deuxième trimestre 2009 recouvre des progressions parfois inattendues (Allemagne, France) et des reculs encore sensibles (Italie, Espagne). Les diverses enquêtes suggèrent la poursuite de l'amélioration conjoncturelle pendant l'été. Le climat des affaires se redresse dans tous les secteurs, à l'exception de celui de la construction.

Ce rebond bienvenu de l'activité ne corrige qu'une faible partie du vif recul observé fin 2008-début 2009. L'arrêt de la baisse de la production industrielle ne signifie pas encore le redressement de cette dernière. La récession a en effet entraîné des événements irréversibles comme la fermeture irrévocable de sites industriels et des prises de contrôle financier par des groupes internationaux dont les intentions immédiates et avouées sont claires mais dont les objectifs à terme le sont peutêtre nettement moins. Sur courte période, toutefois, on retiendra surtout que l'hémorragie est enrayée mais que, faute de redressement significatif de l'activité, la politique monétaire restera encore accommodante dans tous ses compartiments, d'autant que l'inflation sous-jacente tend à se modérer.

Indice de la production manufacturière dans la zone €uro 2005=100



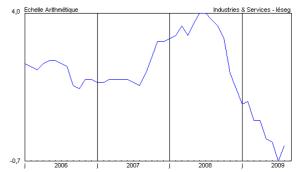
source : Eurostat

Sur un an, et en dépit de variations plus ou moins liées à la saison, aux soldes ou aux prix des matières premières, les **prix de détail** ont encore baissé en août dans la zone euro : -0,2% en moyenne à douze mois d'intervalle. L'évolution du prix des énergies en général et des carburants en particulier est la plupart du temps à l'origine de ce mouvement de désinflation qui arrive toutefois à son terme. Cette évolution n'est évidemment pas extrapolable et devrait donc, tôt ou tard, rejoindre celle dite "sous-jacente", que l'on peut situer aux environs de +2% l'an selon les appréciations actuelles.

Les mois d'été ne sont pas propices à la publication de statistiques globales et moins encore individuelles par pays et par secteurs et ces dernières se révèlent généralement très fragiles car le nombre de répondants se trouve singulièrement réduit ce qui rend les traitements statistiques plus hasardeux qu'à l'ordinaire. Si bien qu'il est particulièrement périlleux de prétendre fournir des indices plus précis, ce qui est notamment le cas de la France examiné à la page suivante. Un éclairage particulier peut toutefois être tenté dans le cas de l'Allemagne, principal partenaire de notre économie nationale.

Après une forte contraction du PIB de l'Allemagne fin 2008 et au début de cette année (-9.4% l'an puis -13.4%), le retour à la croissance au printemps a créé une grande surprise tant elle était inespérée. Selon l'Office fédéral des statistiques, celle-ci est ressortie à -0,3% au deuxième trimestre, soit à un rythme de -1,3% l'an. Cette amélioration tient principalement à une contribution positive du commerce extérieur, grâce à un recul des importations et une moindre diminution des exportations. La consommation privée a continué de progresser (+2,9% l'an), le pouvoir d'achat des ménages étant soutenu par la désinflation et des mesures d'aides certains à secteurs. L'investissement est également en hausse, grâce au secteur de la construction (+5,8% l'an) qui a bénéficié de conditions climatiques favorables. Les dépenses en machines et équipement continuent de reculer certes, mais à un rythme en net ralentissement par rapport au plongeon du début d'année. En fait. c'est surtout l'important par mouvement de déstockage opéré entreprises face à la chute de l'activité fin 2008 qui a pesé négativement au deuxième trimestre.

Variation annuelle des prix à la consommation dans la zone €uro en %



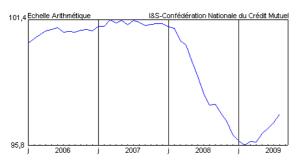
source : Eurostat

Le climat des affaires mesuré par l'indice Ifo confirme le redressement de l'activité. Tombé à un point bas historique en mars, il est en hausse depuis cinq mois, pour s'établir à 90,5 en août. Les deux composantes de l'indice ont contribué à ce rebond. L'opinion sur la situation courante est en hausse sur les deux derniers mois après près de deux ans de dégradation. L'indice portant sur les perspectives à six mois s'est retourné dès février où il avait atteint un point bas. En août il confirme sa progression, le ramenant à ses niveaux de la mi-2008.

FRANCE: Un soutien venu de l'extérieur

La progression de +0,3% du PIB au printemps résulte à la fois de la résistance de la consommation, de la modération du recul de l'investissement et surtout de l'amélioration des échanges extérieurs. Le retournement de l'activité, lié aux conséquences de la crise financière, a été particulièrement brutal. Le PIB s'est en effet replié de -1,4% fin 2008 puis de -1,3% au début 2009, rythmes jamais observés par le passé. Le rebond du deuxième trimestre est donc bienvenu alors même que les entreprises ont continué à déstocker pendant cette période. La performance s'explique en premier lieu par une nette amélioration du solde du commerce extérieur, qui a apporté 0,9 point à la croissance. Cette situation est attribuable à un effet de ciseaux où les exportations de biens et services se sont raffermies de +1% après une baisse de plus de -6% les deux trimestres précédents, tandis que les importations reculaient de -2.3%. Cette légère amélioration résulte d'une moindre contraction des ventes de intermédiaires et de biens d'équipement mais également d'un rebond des exportations de matériel de transport (+7,3%), particulièrement pénalisées en début d'année. Au sein de ce dernier secteur, les exportations de l'industrie automobile ont bénéficié de la mise en place de la prime à la casse dans de nombreux pays européens. Enfin, le reflux des exportations de biens agroalimentaires est stoppé. Au total, le déficit commercial est revenu vers 45 milliards d'€uros au printemps après avoir touché des maxima proches de 60 milliards.

Indicateur avancé - écart au trend



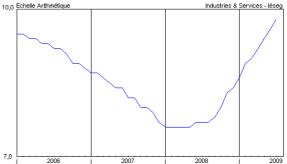
source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

La résistance de la **consommation** constitue l'autre motif de satisfaction, compte tenu de la poursuite de la dégradation de l'emploi et du ralentissement de l'augmentation des salaires. Les dépenses des ménages ont progressé de +0,3% au deuxième trimestre après +0,2% en début d'exercice, sous l'effet combiné de la désinflation et de la mise en œuvre du plan de relance (prime à la casse et mesures ciblées sur les ménages modestes). En revanche, les **investissements résidentiels** demeurent mal orientés, reculant pour le cinquième trimestre consécutif: -1,8%. Pour le moment, l'amélioration de la solvabilité des

ménages liée au reflux des prix des logements et des taux d'intérêt (4,2% en juillet contre un plus haut de 5,2% six mois auparavant) ne suffit pas pour relancer le marché immobilier.

La chute de la production manufacturière, qui s'était modérée à partir du mois de février 2009, a laissé place à un rebond en fin de période. L'activité s'est en effet accrue de +2,4% en mai puis de +0,2% en juin et +0,6% en juillet, en large partie grâce aux industries des matériels de transport. La production est repartie à la hausse dans l'ensemble "aéronautique, naval et ferroviaire", mais, surtout, elle a augmenté de +28,5% par rapport à son point bas de mars dernier dans l'automobile, à l'issue d'un effondrement sans précédent. L'activité dans les biens intermédiaires s'est également redressée en particulier dans la chimie de base. Au sein des autres grandes industries (agroalimentaire et biens d'équipement), le tassement de la production est enrayé.

Taux de chômage mensuel harmonisé



source: EUROSTAT

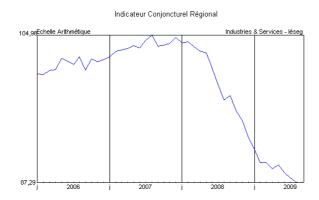
diminution des investissements des entreprises non financières s'atténue : -0,9% au deuxième trimestre contre une moyenne de -3,2% lors de chacun des deux trimestres précédents. Il est difficile d'envisager une reprise de ces dépenses à brève échéance, en raison de la faiblesse du taux d'utilisation des capacités, tombé à 70,7% en juillet-août contre environ 85% jusqu'à la mi-2008. Le déstockage, qui avait été à l'origine de l'effondrement de l'activité, s'est poursuivi. Toutefois, les industriels estiment que leurs stocks de produits finis sont revenus à un niveau inférieur à leur moyenne de longue période.

Au cours du deuxième trimestre 2009, l'**emploi** marchand a baissé de -0,5% contre -1,1% au cours des trois premiers mois de l'année. Ce freinage s'explique par le ralentissement de la chute des effectifs intérimaires, une stabilisation dans le tertiaire et un rebond dans la construction. Au delà de l'incertitude sur la conjoncture, des risques continuent de peser sur l'emploi car son ajustement à l'évolution de l'activité a été plus modeste que lors des récessions précédentes.

NORD-PAS DE CALAIS: Un été sans vigueur

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 20 septembre, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois d'août est demeuré mal orienté. Après une timide amélioration en juillet, l'activité industrielle a de nouveau faibli, mais les carnets de commandes se raffermissent et les prévisions ne se dégradent plus. Cependant, les indicateurs de la consommation des ménages demeurent très mal orientés et il en va de même en ce qui concerne les échanges. Le sous-indicateur de l'emploi se serait stabilisé mais cette évolution repose sur des estimations qui demeurent encore très fragiles.



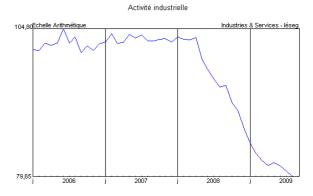
Source : Industries & Services - léseg

ACTIVITE

Industries agro-alimentaires: Jugée normale en juillet, la production a fléchi assez fortement en août. La situation semble être demeurée normale dans la filière des viandes mais elle s'est nettement dégradée dans celle du lait où le fléchissement devrait encore se poursuivre en raison des troubles sociaux graves au stade de la production. Dans les autres compartiments, la demande reste toujours très hésitante et les stocks de produits finis sont devenus excessifs. Les perspectives reflètent le souhait d'une stabilisation.

Biens intermédiaires : L'activité avait progressé en juillet mais s'est tassée en août, du moins pour les unités de production ayant fonctionné au cours de ce mois. La situation continue à s'améliorer dans la métallurgie où les carnets quoique encore faibles se regarnissent et où les stocks de produits finis restent insuffisants. Des signes d'amélioration sont perçus dans le compartiment des papiers et cartons mais la situation reste médiocre pour les branches de la chimie, de la plasturgie et du verre, alors que la conjoncture ne cesse de s'aggraver pour le textile dont les prévisions sont toujours franchement pessimistes. Ici encore, le maintien du statu-quo apparaîtrait comme la situation la vraisemblable à court terme.

Biens d'équipement professionnel : La situation n'a touiours pas évolué. Dans cet ensemble, la fabrication de matériel ferroviaire travaille au maximum de ses movens avec des carnets de commandes confortables et s'attend à ce qu'ils se renforcent encore d'ici la fin de l'année. L'appréciation est nettement plus nuancée dans les équipements mécaniques aui particulièrement décus par les évolutions récentes. d'équipements électriques fabricants électroniques sont toutefois moins pessimistes car leurs plans de charge sont plus favorables mais ils n'anticipent pas, toutefois, une augmentation de leurs rythmes de fabrication.



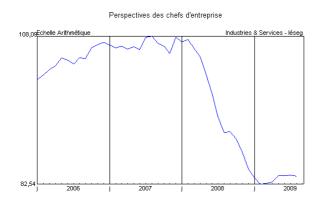
Source : Industries & Services - léseg

Industrie automobile : Bien que toujours déséquilibrés, les carnets de commandes continuent de se regarnir chez les assembleurs qui cherchent à réguler leurs stocks de produits finis au plus juste. Les équipementiers sous-traitants commencent à ressentir les effets favorables du redressement opéré par leurs clients et envisagent, à partir d'un niveau d'activité encore très faible, une augmentation non négligeable de leurs rythmes de fabrication.

Biens de consommation : Ce groupe continue à ne pas connaître de changement particulier. La branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" enregistre toujours une hausse sensible de son activité avec des plans de charge jugés désormais corrects. La production est demeurée stable dans l'imprimerie, l'habillement comme dans la fabrication de biens d'équipements du foyer. Dans ce dernier cas, des carnets désormais reconstitués permettent d'envisager une forte hausse des cadences à court terme.

Construction: Des difficultés techniques ne permettent toujours pas d'utiliser la nouvelle version de la base de données du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer relative au secteur de la construction (Sit@del2). Toutefois, les chiffres cumulés relatifs aux autorisations de bâtir de nouveaux logements sur la période août 2008-juillet 2009 montrent une

variation régionale de -12,1% par rapport aux douze moins correspondants de 2007-2008, à comparer à une variation nationale de -20,4% (France métropolitaine). Pour la construction neuve non résidentielle, l'évolution régionale des superficies a été de -16% pour la même période, contre -14,5% en France métropolitaine. Dans un cas comme dans l'autre, ces statistiques révèlent une atténuation de l'amplitude de la baisse de la demande. Nous ne pouvons malheureusement pas encore envisager une exploitation plus satisfaisante de ces chiffres.



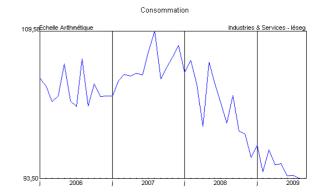
Source: Industries & Services - léseg

Services aux entreprises : Après avoir enregistré une timide amélioration en juillet, l'activité s'est de nouveau stabilisée en août avec des orientations très contrastées d'un compartiment à l'autre. Le travail temporaire reste très pessimiste et l'embellie qu'ont connue les services de nettoyage ne semble confirmer. L'activité se comprime sensiblement dans l'ingénierie technique tandis que celle des agences de publicité s'est inscrite en repli pendant deux mois consécutifs. Dans ce dernier cas, les répondants à l'enquête de la Banque de France estiment qu'un point bas a été atteint. La situation est restée inchangée dans les sociétés de conseil en affaires et gestion où les prévisions sont sans optimisme. L'ingénierie informatique est le secteur à enregistrer une légère amélioration de son activité et à envisager la poursuite de ce mouvement à un rythme comparable.

CONSOMMATION

Les deux mois d'été ont vu la poursuite de la progression des immatriculations d'automobiles neuves, plus sensible en juillet qu'en août. Cependant, la consommation régionale des ménages en produits industriels est demeurée très calme, l'impact de la période des soldes de juillet étant d'ailleurs peu perceptible. Dans le commerce de détail, les ventes de textiles-habillement et de chaussures sont revenues à un niveau médiocre, tandis que la mévente a persisté dans les rayons des meubles, du bricolage et de l'horlogeriebijouterie. Le statu-quo a persisté dans l'électrola librairie-papeterie. et compartiments seulement ont enregistré une évolution nettement positive : la quincaillerie et,

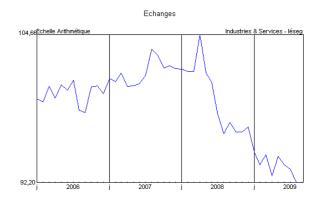
surtout, l'électronique grand public. Pour sa part, le chiffre d'affaires en volume dans la Vente à Distance – dont le marché est national – a encore perdu du terrain avec -17,2% par rapport à août 2008 et -4,2% par rapport à juillet dernier pour l'ensemble des produits et -17,8% et -3,6%, respectivement, pour le seul compartiment du textile-habillement.



Source : Industries & Services - Iéseg

ÉCHANGES

Selon les estimations provisoires, les expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** ont marqué le pas (-1%) en juillet et légèrement augmenté en août (+7%). Les vracs solides se sont révélés particulièrement dynamiques (+33% puis +98%) grâce principalement aux céréales, tandis que les vracs liquides s'inscrivaient en diminution (-12% puis -17%). Les marchandises diverses n'ont pas présenté d'orientation particulière avec une baisse de -4% en juillet suivie d'une hausse de +1% en août.



Source : Industries & Services - Iéseg

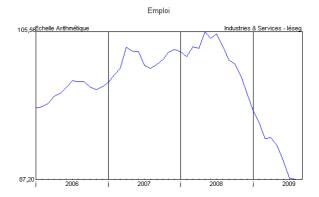
Connues partiellement jusqu'à juillet, les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du trafic routier de marchandises, révèlent un modeste redressement de l'activité qui se reflète dans les réponses à l'enquête de conjoncture de la Banque de France portant sur ce même mois. Une stabilisation serait intervenue depuis bien que les données nationales de l'UFIP suggèrent nouveaux progrès. Les immatriculations véhicules utilitaires et industriels neufs enregistrent toujours une baisse très prononcée.

Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin est la seule composante à avoir maintenu une croissance soutenue de +16% en juillet et de +13,5% en août. Cette évolution repose toujours sur l'expansion rapide des lignes régulières : +25,1% puis +34,9% pour le trafic intérieur et +26,9% puis +24,3% pour le trafic international et européen. En revanche, les charters n'ont pas enregistré de bonnes performances avec -1,9% puis -6,2% à un an d'intervalle.

EMPLOI

En juin et juillet, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois dans la région a évolué moins défavorablement que dans la France métropolitaine. Pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi) les évolutions mensuelles ont été, successivement, de -1,1% et de -0,7%, contre -0,7% et +0,4% en France. Sur un an, à fin juillet, le chômage avait ainsi augmenté de +21,8% dans le Nord-Pas de Calais et de +25,6% dans le pays. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, les évolutions mensuelles ont été de -0,2% puis de +0,3% dans la région et de +0.3% puis de +0.9% en France. A un an d'intervalle, les variations à fin juillet étaient respectivement de +16,3% et de +19,3%. Toutefois, s'agissant des taux de chômage, estimés pour le premier trimestre de cette année, la situation locale de l'emploi s'est davantage dégradée que celle du territoire national. Avec une moyenne de 12,2% contre 8,7%, ce ratio a augmenté de +1,9 point dans la région contre 1,5 point en France métropolitaine. Le sud du département du Nord (Douaisis, Cambrésis, Valenciennois et surtout Sambre-Avesnois) et la zone d'emploi de Lens-Hénin particulièrement affectés par cette dérive.

Bien qu'elles ne représentent qu'une faible partie des nouvelles inscriptions à Pôle Emploi (4,4%), les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) ont continué à se développer très rapidement avec +82,4% sur un an en juillet (contre +62,1% en France), après +42,5% en juin. Le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes a cependant augmenté (+6,8% contre +7,8% en France métropolitaine).



Source : Industries & Services - léseg

Enfin, la contraction du nombre d'**offres d'emploi** collectées par Pôle Emploi reste toujours très forte à un an d'intervalle, bien que les variations soient devenues moindres que celles enregistrées en France métropolitaine, et ceci pour chaque catégorie de contrat. L'évolution générale a en effet été ramenée à -7,1% par rapport à juillet 2008 (contre -19,7% en Métropole), soit -9,6% et -22,5% pour les offres durables, -6,4% et -15,2% pour les offres temporaires et -1,1% et -24,0% pour les offres occasionnelles.

Une extrapolation "raisonnable" de ces diverses tendances a conduit à une stabilisation de ce sous indicateur au cours du mois d'août. Mais il ne s'agit là que d'une donnée provisoire et fragile car uniquement basée sur les occurrences statistiques. Elle doit dont être considérée avec circonspection.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de COnjoncture EUropéenne et Régionale sont établis mensuellement par Industries & Services-léseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Port Autonome de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg). DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE 33.(0)3.20.54.58.92. 33.(0)3.20.57.48.55. — www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant: f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr